

DJIBOUTI

SYNTHÈSE

Djibouti est une république dotée d'un président élu puissant et d'un pouvoir législatif faible. En avril 2010, le Parlement a amendé la Constitution pour supprimer la limitation du nombre de mandats successifs, facilitant la réélection le 8 avril du président Ismaël Omar Guelleh à un troisième mandat. Le président a remporté l'élection avec 80 % des voix, contre un candidat indépendant qui était appuyé par l'une des deux coalitions de l'opposition qui avait boycotté l'élection jusqu'au 3 avril ; l'autre coalition n'a pas participé à l'élection. Selon les observateurs internationaux, l'élection a été libre et équitable, même s'ils ont critiqué la préparation des élections et la présence de forces de sécurité dans les bureaux de vote. Les forces de sécurité relevaient des autorités civiles.

L'amendement constitutionnel de 2010 éliminant la limitation du nombre de mandats présidentiels, l'insatisfaction générale à l'égard du gouvernement, les troubles estudiantins et les niveaux élevés de chômage ont contribué à provoquer les manifestations populaires de février. Le 18 février, les forces de sécurité ont eu recours au gaz lacrymogène et aux balles en caoutchouc pour disperser de jeunes manifestants violents qui étaient restés sur place à l'issue d'une manifestation pacifique. Un civil et un agent de police ont été tués, et de nombreux manifestants ont été blessés. La vague de répression sécuritaire qui a suivi a abouti à de nombreuses arrestations, détentions et procédures pénales contre des manifestants. Entre le 25 mars et le 8 avril, période de la campagne officielle, le gouvernement a interdit les rassemblements politiques de l'opposition.

La restriction par le gouvernement du droit des citoyens à changer leur gouvernement ou à influencer profondément sur lui a constitué le plus grave problème relatif aux droits de l'homme à Djibouti ; il y a procédé par le harcèlement, les exactions et la détention de ses détracteurs et par sa réticence à autoriser la population d'accéder à des sources indépendantes d'information dans le pays.

D'autres problèmes de droits de l'homme incluaient le recours excessif à la force, notamment à la torture par les forces de sécurité ; des conditions de détention difficiles ; l'arrestation arbitraire et la détention provisoire prolongée ; le déni de procès équitable et public ; l'immixtion dans le droit à la vie privée ; les restrictions imposées aux libertés d'expression, de la presse, de réunion et d'association ; l'absence de protection des réfugiés ; la corruption ; la discrimination contre les

femmes ; la mutilation génitale féminine (MGF) ; la traite des êtres humains ; la discrimination contre les personnes handicapées ; et le déni des droits des travailleurs par le gouvernement.

Des officiels se sont livrés à des pratiques de corruption avec impunité.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il a été signalé que les autorités ou leurs agents ont commis des exécutions arbitraires ou illégales, dont une au moins était le résultat de la torture.

Le 18 février, des manifestants se sont réunis initialement dans le secteur de l'avenue Nasser, en dehors du centre-ville de Djibouti, puis ils se sont rendus au stade Hassan Gouled, où la foule a atteint quelque 3.000 personnes. Les participants ont écouté des discours de l'opposition appelant le président Guelleh à abandonner ses projets de troisième mandat et critiquant le taux de chômage du pays de 60 %, le coût élevé des produits alimentaires de base ainsi que la pénurie de logements abordables. La plupart des participants ont quitté le stade avant l'heure limite de 18 heures imposée par le ministère de l'Intérieur ; toutefois, plusieurs centaines de jeunes manifestants restés sur place ont commencé à jeter des pierres, à renverser des véhicules et à brûler des pneus. Les forces de sécurité ont riposté avec du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, tuant un manifestant et en blessant de nombreux autres. Les estimations du nombre de manifestants arrêtés variaient de 80 à 200 personnes. Le 27 février, environ 80 des manifestants détenus ont été déférés devant un tribunal et 40 affaires ont été déboutées. Sur les 40 restantes, environ 25 manifestants ont été déclarés coupables d'agression ou d'incendie criminel et condamnés à des peines de prison. D'autres ont été accusés d'avoir manifesté au-delà de l'heure accordée sur l'autorisation de manifestation avaient été libérés à la fin février.

Selon Journalistes sans Frontières (JSF), Dirir Ibrahim Bouraleh, un habitant de Balbala, serait décédé des suites des blessures infligées sous la torture dans un poste de gendarmerie où il avait été détenu du 23 au 27 avril. Le sergent major Abdourahman Omar Saïd aurait exécuté les actes de torture qui auraient entraîné la mort de Dirir Ibrahim Bouraleh.

b. Disparitions

Aucune disparition à caractère politique n'a été signalée.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; cependant, des cas ont été signalés de passages à tabac et de torture de détenus par les forces de sécurité.

Le gouvernement a arrêté des dizaines d'opposants politiques en février, y compris six personnes qui avaient procuré des reportages à La Voix de Djibouti, une station de radio de l'opposition, qui émet à partir de l'Europe. Parmi ces six personnes, se trouvaient Farah Abadid Heldid et Houssein Robleh Dabar, que les gendarmes avaient arrêtés sans mandat le 5 février. Le 9 février, ces deux journalistes de l'opposition ont été transférés à la prison de Gabode accusés « d'avoir participé à un mouvement d'insurrection ». Selon JSF, pendant sa garde à vue dans les locaux de la gendarmerie, M. Heldid aurait été interrogé et torturé par Abdourahman « Doudou » Ali Ismaël, un membre de la section des Recherches et de la Documentation (SRD) de la gendarmerie. Le 23 juin, après quatre mois passés dans la prison de Gabode, M. Heldid et M. Dabar ont été relâchés après s'être pourvus en appel auprès de la Cour d'appel et de la Cour suprême. Les reporters Houssein Ahmed Farah, Abdillahi Aden Ali, Joustapha Abdourahman Houssein et Mohamed Ibrahim Waiss, qui avaient tous été arrêtés avec M. Heldid et M. Dabar en février, ont aussi été relâchés le 23 juin. Tous les quatre, membres de partis de l'opposition, avaient été inculpés pour « participation à un mouvement d'insurrection ».

Le 21 novembre, selon JSF, des gendarmes de la SRD ont arrêté à nouveau M. Heldid et M. Dabar. Les deux journalistes auraient été interrogés et torturés jusqu'au 24 novembre, date à laquelle ils ont été relâchés. Avant d'être libérés, ils ont été interrogés par le Procureur de la République Maki Omar Abdoukader et le Procureur général Djama Souleiman Ali. Les journalistes ont été déférés devant un juge d'instruction à la Cour suprême, où ils ont été accusés d'avoir encouragé une manifestation illégale et pour insultes au président. Les mauvais traitements qui leur ont été infligés à la gendarmerie auraient été ordonnés par le sergent major Abdourahman Omar Said, le gendarme présumément responsable de la torture et de la mort de Dirir Ibrahim Bouraleh (cf. section 1.a.). Selon JSF, M. Heidi et M. Dabar ont été arrêtés pour empêcher La Voix de Djibouti de diffuser un tract

appelant à une manifestation de « La Journée de la Colère ». Mohamed Souleiman Cheik Moussa, un magistrat auteur du tract, a été arrêté le même jour.

Début mars, à Tadjourah, un soldat a blessé par balle un civil à la jambe au cours d'une altercation d'ordre personnel. Le civil blessé a été envoyé à Djibouti pour y être soigné. Les mesures qui ont été prises contre le soldat qui avait tiré ne sont pas claires ; toutefois, un gendarme et un commandant militaire de Tadjourah ont été mutés hors de la région.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

S'il y a eu quelques améliorations ces dernières années, les conditions dans les prisons sont restées difficiles. Le pays compte une prison centrale et plusieurs petites prisons surveillées par la police locale ou les gendarmes. Pendant l'année, des cas d'exactions et de torture de prisonniers par la police et des gendarmes ont été signalés.

La prison de Gabode à Djibouti pouvait recevoir au maximum 500 prisonniers, mais elle en abritait souvent 750. Les prisonniers de Gabode disposaient d'un accès adéquat à l'eau potable et aux sanitaires, et recevaient trois repas par jour, avec de la viande tous les deux jours. Les familles des détenus étaient autorisées à apporter de la nourriture à la prison. La prison comptait dans ses effectifs un médecin à temps complet et six infirmières à temps complet pendant l'année ; en 2010, le médecin était disponible uniquement « sur appel ». Les prisonniers souffrant de graves problèmes de santé recevaient des soins à l'hôpital public principal de Djibouti. Les autorités gardaient les prisonniers gravement malades séparément et séparaient ceux souffrant de maladies transmissibles de ceux qui souffraient d'autres problèmes de santé. Les médicaments disponibles étaient adéquats. À l'arrivée des détenus en prison, les responsables de la prison réalisaient des analyses et documentaient les problèmes de santé graves. Toutefois, les détenus souffrant de maladies mentales graves n'ont pas reçu les soins dont ils avaient besoin. La prison comptait des procédures écrites ainsi qu'électroniques pour enregistrer les noms des prisonniers, les empreintes du pouce, et les dates de détention et de libération.

Les conditions dans les prisons, où étaient détenus les prisonniers jusqu'à leur mise en liberté sommaire ou leur transfert à la prison centrale, étaient mauvaises. Les prisons n'avaient aucun système formel pour nourrir ou séparer les prisonniers et elles ne fournissaient pas de services médicaux. La plupart des détenus étaient

gardés en prison pendant quelques semaines avant d'être libérés ou transférés à la prison de Gabode.

Au centre de détention de Nagad, où se trouvaient principalement des immigrants sans papiers, et qui ne fait pas partie du système pénitentiaire, les détenus avaient accès à de l'eau potable, à de la nourriture et à des soins médicaux. Ils étaient pour la plupart expulsés dans les 24 heures suivant leur arrestation.

Aucun chiffre n'était disponible, mais la prison de Gabode abritait généralement environ 600 prisonniers, parmi lesquels 12 femmes en moyenne, dont les conditions de détention étaient analogues à celles des hommes. Il y avait en général moins de 20 mineurs, qui n'étaient pas toujours incarcérés séparément des adultes. Les autorités permettaient aux jeunes enfants de rester avec leurs mères. Les détenus en attente de procès n'étaient pas séparés des prisonniers condamnés.

Les prisonniers et les détenus étaient autorisés à recevoir des visiteurs tous les vendredis après-midi et à pratiquer leur culte quel qu'il soit.

Il n'existait aucun système formel permettant aux prisonniers et aux détenus de déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires pour demander une enquête sur des conditions de détention inhumaines.

Le gouvernement a autorisé l'accès aux prisons des ambassades étrangères et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ce dernier ayant reçu l'autorisation d'inspecter les prisons tous les six mois. Un petit groupe de prisonniers de guerre érythréens, capturés au cours d'un accrochage frontalier avec l'Érythrée en 2008, a reçu des visites régulières des personnels du CICR et les autorités gouvernementales ont accepté les recommandations de cette organisation concernant les préoccupations médicales relatives à l'un des prisonniers.

Le gouvernement a continué à fournir aux gardiens une formation sur les droits de l'homme.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations et les détentions arbitraires ; toutefois, le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions de manière systématique.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité comprennent : la Force nationale de police qui relève du ministère de l'Intérieur, l'armée et la Gendarmerie nationale qui relèvent du ministère de la Défense, et la Garde républicaine d'élite affectée à la protection du président. La Force nationale de police est chargée de la sécurité intérieure et du contrôle des frontières. La Gendarmerie nationale est chargée de la sécurité extérieure, mais elle remplit aussi certaines fonctions dans le domaine de la sécurité intérieure. Un corps de gardiens de prison est responsable de la sécurité à la prison nationale.

Les forces de sécurité étaient en général efficaces, mais la corruption a constitué un problème dans les trois services, particulièrement dans les grades inférieurs où les soldes sont peu élevées. La gendarmerie est chargée d'enquêter sur les allégations d'exactions de la police, et le ministère de la Justice est chargé des poursuites judiciaires ; toutefois, aucune allégation d'exaction de la police n'a fait l'objet de poursuites pendant l'année.

La police comptait un bureau des droits de l'homme et l'éducation en matière de droits de l'homme a été intégrée au programme d'enseignement de l'académie de police. Pendant l'année, l'académie de police locale a coordonné avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) l'organisation d'un atelier de formation des forces de sécurité sur les droits et la prise en charge des réfugiés.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi exige un mandat d'arrêt et limite la garde à vue à 48 heures au plus sans inculpation officielle par un juge d'instruction ; en pratique, toutefois, les autorités n'ont pas toujours observé les dispositions de la loi, notamment dans les régions rurales. Les détenus peuvent rester en garde à vue 48 heures de plus avec l'accord préalable du procureur. La loi stipule que les détenus doivent être rapidement informés des accusations qui leur sont imputées, bien que dans la pratique des retards aient été constatés. La loi exige que toutes les personnes, y compris celles inculpées pour délits politiques ou contre la sécurité nationale, soient jugées dans les huit mois à compter de leur mise en accusation ; toutefois, la police est passée outre ce droit. La loi contient également des dispositions concernant la mise en liberté sous caution, mais les autorités y ont rarement eu recours. Les détenus ont le droit de disposer rapidement d'un avocat de leur choix. Dans les affaires pénales, l'État fournit des avocats aux accusés qui n'ont pas les moyens d'en payer les frais.

En général, les détenus ont été autorisés à avoir des contacts avec des membres de leur famille et leur avocat.

Arrestations arbitraires : au cours de l'année de nombreuses personnes, y compris des membres de l'opposition, des journalistes et des militants des droits de l'homme, ont été arbitrairement arrêtés, souvent sans mandat (cf. section 1.a., 1.c. et 3).

Par exemple, le 19 février, trois dirigeants de l'opposition ont été brièvement arrêtés après une altercation avec la police alors qu'ils s'étaient rendus dans un poste de police pour exiger la libération de 30 manifestants arrêtés la veille au soir pour vandalisme et pillage (cf. section 1.a). Ces trois leaders, Aden Robleh Awaleh, président du Parti national démocratique (PND), Mohamed Daoud Chehem, président du Parti djiboutien pour le développement (PDD) et Ismaël Guedi Hared, président du Parti de l'Union pour la Démocratie et la Justice (UDJ), ont été libérés plus tard le même jour sur ordre du président.

Détention provisoire : le maintien prolongé en détention avant procès a constitué un problème ; d'ailleurs, la moitié environ de la population carcérale se trouvait en détention provisoire. Aucun chiffre n'était disponible, mais il n'était pas rare que les prisonniers attendent deux ou trois ans, et dans un cas huit ans, l'ouverture de leur procès. L'inefficacité de l'appareil judiciaire a contribué lourdement au maintien prolongé en détention avant procès.

e. Déni de procès équitable et public

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ; cependant, il manquait d'indépendance et d'efficacité. Les dispositions de la Constitution relatives à l'équité des procès n'étaient pas souvent respectées.

Des allégations de poursuites pour des motifs politiques sont apparues en juin 2010 à la suite de la condamnation par contumace d'Abdourahman Boreh, un homme d'affaires, qui aurait dirigé une attaque à la grenade à Djibouti. Selon M. Boreh, dont l'avocat étranger n'avait pas été autorisé à entrer dans le pays, sa condamnation à 15 ans de prison visait à faire échouer ses projets de candidature à la présidence.

En 2010, l'avocat étranger de Jean-Paul Noël Abdi, président de la Ligue Djiboutienne des Droits Humains (LDDH) inculpé par les autorités pour complot

contre L'État, s'est vu refuser un visa d'entrée et n'a pas pu voir son client en personne (cf. section 5).

Le système juridique repose sur les lois et les décrets de l'exécutif, le droit français codifié tel qu'adopté à l'indépendance, la loi islamique (la charia) et les traditions nomades. La loi islamique prévalait dans les affaires familiales.

Procédures applicables au déroulement des procès

La loi stipule que l'accusé est présumé innocent jusqu'à preuve de sa culpabilité ; toutefois, dans la pratique, les procès ne sont pas déroulés conformément à la présomption d'innocence. Les procès sont généralement publics. Ils se déroulent devant un juge, qui préside, et deux juges associés. Le juge bénéficie de l'assistance de trois assesseurs n'appartenant pas à la magistrature assise mais censés connaître suffisamment le droit pour comprendre la procédure judiciaire. L'État choisit les assesseurs parmi les membres du public. Les accusés ont le droit d'être présents, de consulter un avocat en temps opportun, de confronter les témoins et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. Ces droits ont généralement été respectés. Dans les affaires pénales et civiles, les indigents ont le droit d'avoir un avocat, mais dans la pratique, cela n'a pas toujours été le cas. Les prévenus ont le droit de faire appel.

Le droit coutumier a souvent été appliqué dans les cas de règlement de conflits et de dédommagement de victimes. Par exemple, il prévoyait souvent le versement d'une indemnité au clan de la victime en cas de meurtre ou de viol. La plupart des parties préféreraient que les tribunaux traditionnels tranchent sur des questions délicates telles que le viol, où un consensus pour préserver la paix entre les parties concernées était souhaité davantage que le respect des droits individuels de la victime, qui subissait souvent des pressions de sa famille pour accepter les décisions du tribunal traditionnel.

Prisonniers et détenus politiques

De nombreuses personnes ont été détenues pour des motifs politiques au cours des mois précédant l'élection, puis relâchés ensuite. Par exemple, le gouvernement a inculpé huit hommes, y compris le militant des droits de l'homme Jean-Paul Noël Abdi, accusés de complot contre l'État (cf. section 5). Les prisonniers ont été autorisés à se faire représenter par un avocat et à les rencontrer avant le procès. M.

Noël Abdi a été relâché deux semaines plus tard. Les autres prisonniers sont restés en détention pendant deux mois puis ont été libérés peu après l'élection.

Procédures et recours judiciaires civils

En cas de violation des droits de l'homme, les citoyens avaient le droit de s'adresser par écrit à la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Sur diverses questions, les citoyens pouvaient également solliciter une aide auprès du bureau du médiateur, qui a souvent contribué à la résolution de différends administratifs entre secteurs de l'État. Le gouvernement n'a pas toujours respecté les décisions et les recommandations de ces instances concernant les droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent de tels actes mais le gouvernement ne s'y est pas conformé dans la pratique. La loi exige que les pouvoirs publics obtiennent un mandat de perquisition pour fouiller une propriété privée, mais, dans la pratique, cela n'a pas toujours été le cas. Les opposants au gouvernement affirmaient que leurs communications et leurs domiciles étaient surveillés par les autorités.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

Situation en matière de liberté d'expression et de liberté de la presse

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et la liberté de la presse, à condition que ces libertés respectent les lois et « l'honneur d'autrui ». Dans la pratique, le gouvernement n'a pas respecté ces droits. La loi prévoit des peines de prison pour les délits envers les médias.

Liberté d'expression et liberté de la presse : si les particuliers se sont souvent exprimés librement en société, ceux qui critiquaient publiquement ou en privé le gouvernement pouvaient faire l'objet de représailles.

Liberté de la presse : il n'existait pas de médias indépendants ni privés dans le pays. Les imprimeries des grands médias appartenaient au gouvernement, créant

des obstacles pour ceux désireux de publier des critiques concernant le gouvernement. Le journal principal, *La Nation*, a conservé son monopole sur les actualités nationales « au moyen de médias étatiques omniprésents qui faisaient ce qu'on leur disait », selon JSF. Tous les journaux de l'opposition ont été fermés par les tribunaux ou « par le biais d'une asphyxie économique dont se sert le gouvernement pour bâillonner les médias », d'après JSF. Chaque parti politique déclaré était autorisé à publier une revue ou un journal, bien que l'interdiction de 2007 à l'encontre du bulletin du parti politique de l'opposition *Le Renouveau* soit restée en vigueur (cf. section 3). Au cours de l'année, le PND, parti d'opposition, a publié régulièrement son bulletin d'information politique *La République*. D'autres partis ont publié des journaux épisodiquement. Les groupes politiques d'opposition et les militants de la société civile ont fait circuler des bulletins et autres documents critiquant le gouvernement.

Le gouvernement était propriétaire de la seule station de radio et station de télévision, exploitées par la RTD (Radio-télévision de Djibouti). Les médias officiels n'ont généralement pas critiqué les dirigeants ni la politique du gouvernement, et l'accès de l'opposition à des créneaux de diffusion à la radio ou à la télévision demeurait limité. La RTD a néanmoins couvert, de façon limitée, les manifestations tenues par l'opposition au cours de la saison électorale. Les médias étrangers diffusent dans tout le pays et des actualités et autres émissions câblées étaient aussi diffusées.

Violence et harcèlement : les autorités ont arrêté et harcelé des journalistes, dont deux ont été torturés par les forces de sécurité pendant l'année (cf. section 1.c.).

Censure ou restrictions en matière de contenu : les lois nationales sur les médias et la diffamation, ainsi que le harcèlement et la détention de journalistes par les pouvoirs publics ont entraîné une autocensure répandue.

Lois sur la diffamation/sûreté nationale : le gouvernement a invoqué la sûreté nationale pour réprimer les critiques et a arrêté, détenu et torturé des journalistes accusés de ces délits pendant l'année (cf. section 1.c.).

La publication d'un nouveau journal exige l'obtention d'une autorisation de la Commission de la communication, qui exige un accord du Service de sécurité djiboutien, à la suite d'une enquête. Les seules maisons d'édition équipées pour assurer une diffusion générale appartenaient à l'État, obligeant les forces anti-gouvernementales à imprimer dans le secteur privé.

Liberté d'accès à l'Internet

Il y a eu peu de restrictions gouvernementales concernant l'accès à l'Internet ou de rapports selon lesquels le gouvernement aurait surveillé le courrier électronique ou les forums de discussions sur l'Internet. Les individus et les groupes ont pu exprimer de manière pacifique leurs opinions par l'intermédiaire de l'Internet, y compris par courrier électronique. Toutefois les pouvoirs publics auraient continué de bloquer le site web de l'Association pour le respect des droits de l'homme à Djibouti, qui était souvent critiquée à l'égard du gouvernement.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté universitaire ni aux manifestations culturelles et les enseignants ont pu s'exprimer librement et mener des recherches sans restriction, à condition de ne pas enfreindre les lois relatives à la sédition.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

Bien que la Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion, les pouvoirs publics ont sévèrement restreint ce droit. Le ministère de l'Intérieur exige que les rassemblements pacifiques fassent l'objet d'une autorisation et en a refusé à des groupes d'opposition pendant la campagne électorale.

Le 5 février, des étudiants de la faculté de droit de l'université de Djibouti se sont réunis en réaction à un taux d'échec anormalement élevé à un examen important. Au cours des quatre jours qui ont suivi, des manifestations ont éclaté dans les écoles secondaires et à nouveau à l'université. Si les motifs des manifestants n'étaient pas clairs, certains observateurs ont attribué les actes des étudiants à une désapprobation générale de la politique éducative du gouvernement. Les forces de sécurité se sont servies de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants. Un nombre inconnu d'entre eux a été arrêté et relâché sous 48 heures.

Le recours excessif par le gouvernement à la force pour étouffer la violence à la suite d'une manifestation le 18 février a entraîné la mort d'un manifestant ainsi que de nombreux blessés (cf. section 1.a.).

Les autorités ont nié avoir reçu une demande d'autorisation de l'opposition pour l'organisation de manifestations politiques tous les vendredis précédant l'élection du 8 avril. Dans une lettre adressée le 9 mars à l'opposition, le ministre de l'Intérieur Yacin Elmi Bouh justifiait ce refus en invoquant que seuls les partis déclarés avaient l'autorisation d'organiser des manifestations en plein air. Selon M. Bouh, la déclaration de l'opposition concernant les manifestations hebdomadaires ayant été faite au nom de tous les cinq partis d'opposition, y compris du Mouvement pour le renouveau démocratique (MRD) interdit, elle ne pouvait être considérée comme fiable (cf. section 3.). Ce courrier accusait également l'opposition de solliciter un « chèque en blanc » pour des manifestations hebdomadaires et de chercher à encourager l'insurrection. Le gouvernement a maintenu une présence sécuritaire accrue les vendredis pour dissuader les manifestations, jusqu'à l'élection.

Liberté d'association

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'association, à condition que les exigences légales soient satisfaites ; mais le gouvernement a limité ce droit dans la pratique. En effet, il a harcelé et intimidé les partis de l'opposition, les groupes de défense des droits de l'homme et les syndicats (cf. sections 1.c, 3, 5. et 7.a.).

c. Liberté de religion

Voir le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* du Département d'État à l'adresse www.state.gov/j/drl/irf/rpt.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La loi prévoit dans l'ensemble la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits dans la pratique.

Le gouvernement a généralement coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance à des personnes déplacées, des réfugiés, des demandeurs d'asile, des apatrides et à d'autres personnes en situation préoccupante.

Circulation à l'intérieur du territoire : en raison du différend frontalier qui se poursuit avec l'Érythrée, certaines zones du nord sont restées sous contrôle militaire.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

De nombreuses familles, déplacées en 2008 en raison d'un différend frontalier entre Djibouti et l'Érythrée, ont continué à vivre dans la région de Khor au sud de leurs foyers d'origine.

Le gouvernement a chargé l'Office National d'Assistance aux Réfugiés et aux Sinistrés (ONARS) de contrôler, d'évaluer et d'assister les demandeurs d'asile. Il a autorisé les PDIP à accéder à l'ONARS et aux organisations humanitaires internationales et il a accueilli l'aide des organisations extérieures. Il a expulsé de vastes groupes d'étrangers jugés être des migrants économiques et non pas des PDIP.

Protection des réfugiés

Accès au droit d'asile : les lois prévoient d'accorder le droit d'asile ou un statut de réfugié. Les pouvoirs publics ont mis en place un système de protection des réfugiés sous l'égide de la Commission nationale d'éligibilité ; toutefois, pendant l'année, l'asile a été rarement accordé sauf à des personnes du sud de la Somalie.

En 2009, l'ONARS et l'UNHCR ont effectué un recensement des réfugiés dans le camp de réfugiés d'Ali Addeh et distribué des cartes d'identité aux réfugiés adultes. Toutefois, des problèmes d'organisation et le manque de ressources ont empêché ces deux entités de fournir des services adéquats aux réfugiés, et notamment d'assurer le traitement rapide de leurs demandes. Si le gouvernement accorde le statut de réfugiés *prima facie* aux réfugiés du sud de la Somalie, tous les ressortissants d'autres pays, y compris les Érythréens, doivent s'inscrire auprès de l'ONARS. En 2009, le gouvernement a cessé, pour une durée indéfinie, d'enregistrer les non Somaliens en raison de troubles publics qui se sont déroulés à l'extérieur du bureau de l'ONARS. Cette décision a entraîné le refus d'enregistrement des personnes que l'UNHCR jugeait avoir besoin d'avoir accès aux services de protection des services de l'ONARS. L'unité de contrôle a été transférée au centre de Loyada, un poste-contrôle principal à la frontière entre Djibouti et la Somalie, pour accueillir le flux de réfugiés venant de Somalie.

Non refoulement : dans la pratique, le gouvernement a accordé une certaine protection contre l'expulsion ou le rapatriement de personnes dans un pays où leur vie ou leur liberté pourrait être en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques. Toutefois, il n'a pas octroyé systématiquement le statut de réfugié ni l'asile, et des retards dans le système d'octroi du statut de réfugié ont exposé certaines personnes au risque d'expulsion vers des pays où elles pourraient être menacées. Collaborant avec l'OIM et le CICR, le gouvernement a poursuivi ses efforts pour différencier les réfugiés des immigrants clandestins ; toutefois, un manque d'effectifs et d'autres ressources a limité la réussite de cet effort de contrôle, notamment au vu du grand nombre de migrants transitant par le pays en direction du Yémen.

Maltraitance des réfugiés : de grands nombres de migrants clandestins ont été détenus dans le cadre d'efforts périodiques du gouvernement pour réduire leur nombre en ville. Il leur a été proposé de faire une demande de statut de réfugié, mais elles ont d'ordinaire été rejetées.

Accès aux services de base : le camp Ali Addeh était surpeuplé, et les services de base étaient insuffisants.

Emploi : des réfugiés ont continué à signaler que, bien qu'ils ne pouvaient pas obtenir de permis de travail, ils étaient nombreux, notamment les femmes, à travailler. Les réfugiés sans permis à la recherche de travail occupaient d'ordinaire des emplois subalternes dans le bâtiment, le ménage ou la garde d'enfants. Toutefois, en l'absence de permis de travail, ils ne pouvaient pas s'opposer à de mauvaises conditions de travail ni obtenir une rémunération équitable. Les réfugiés du camp Ali Addeh avaient accès à l'enseignement primaire mais pas secondaire.

Protection temporaire : pendant l'année, l'État a accordé une protection temporaire à un nombre limité de personnes susceptibles de ne pas satisfaire aux conditions requises des réfugiés. Toutefois, des migrants clandestins identifiés comme migrants économiques, qui tentaient de passer par Djibouti pour se rendre au Yémen, ont été temporairement détenus puis renvoyés dans leurs pays d'origine. Les pouvoirs publics ont collaboré avec l'OIM pour leur fournir des services sanitaires adéquats tandis qu'ils attendaient d'être expulsés. Les autorités jugeant que les Éthiopiens demandeurs d'asile étaient pour la plupart des migrants économiques, on a eu tendance à leur refuser le statut de réfugié.

Section 3. Respect des droits politiques : droit des citoyens à changer de gouvernement

La Constitution et la loi confèrent aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement, mais de nombreux citoyens en ont été privés dans la pratique à cause des mesures du gouvernement visant à réprimer les groupes d'opposition, et du refus de plusieurs groupes d'opposition à participer aux élections qu'ils jugeaient inéquitables. Les structures formelles d'un gouvernement représentatif et les procédures électorales étaient assez éloignées de la répartition et de l'exercice du pouvoir dans la réalité.

Élections et participation politique

Élections récentes : en avril 2010, le Parlement a amendé la Constitution pour supprimer la limitation du nombre de mandats successifs, facilitant la réélection le 8 avril du président Ismaël Omar Guelleh à un troisième mandat. Le président sortant a remporté l'élection avec 80 % des voix contre le candidat indépendant Mohamed Warsama Ragueh. Les partis politiques de l'opposition, affirmant que l'administration de M. Guelleh avait empêché totalement le déroulement équitable des élections, avaient décidé initialement de ne présenter aucun candidat à l'élection présidentielle, la boycottant ainsi dans les faits. Toutefois, une semaine avant le jour de l'élection, l'Union des mouvements démocratiques, la coalition d'opposition la plus active, a demandé à ses partisans de voter pour M. Ragueh, l'ancien dirigeant du Conseil constitutionnel. L'Union pour le changement démocratique, l'autre coalition, n'a pas participé à l'élection. Les observateurs internationaux de l'Union africaine, de la Francophonie, de la Ligue arabe et de l'Autorité intergouvernementale sur le développement ont déclaré que les élections avaient été libres, équitables et transparentes. Toutefois, ils ont critiqué la préparation de l'élection ainsi que le nombre de membres des forces de sécurité dans les bureaux de vote.

Le gouvernement a interdit les manifestations de l'opposition du 25 mars au 8 avril et il a harcelé les dirigeants de l'opposition (cf. section 2.b.).

Par exemple, le 11 mars, les forces de sécurité ont détenu quatre dirigeants de l'opposition pendant environ quatre heures alors qu'ils se rendaient à une manifestation qui était prévue. Il s'agissait du président du PND Aden Robleh Awaleh, du président du PDD Mohamed Daoud Chehem, du président de l'UDJ

Guedi Hared et du président du MRD Souleiman Farah Lodon. On les a fait monter dans un camion pour les emmener dans la banlieue de Djibouti, après quoi ils ont été ramenés au domicile du président de l'UDJ, Guedi Hared. Ces dirigeants ont déclaré ne pas avoir été maltraités mais ils ont jugé que cet acte des pouvoirs publics était un effort manifeste pour les empêcher d'organiser la manifestation. Cette dernière, prévue ce jour-là, n'a pas eu lieu.

En mars, le gouvernement a expulsé Democracy International (DI) du pays après avoir accusé cette organisation d'être une « organisation illégale » soutenant les « activités séditeuses » de l'opposition, selon Human Rights Watch et Freedom House. Cette organisation internationale de surveillance des élections avait collaboré avec le gouvernement pour l'aider dans les préparatifs de l'élection et pour former les partis au pouvoir comme d'opposition à mener une campagne électorale. Cette expulsion a fait suite aux activités de surveillance de la campagne par DI pendant les troubles du 18 février, que les autorités ont perçu comme étant une violation du principe de participation impartiale au processus.

Partis politiques : les autorités ont arrêté, harcelé et menacé des dirigeants de l'opposition, restreint les activités des partis d'opposition, et refusé des autorisations de manifestation à des groupes de l'opposition (cf. section 1.a, 1.c. et 2.b.). Selon Freedom House, les partis d'opposition ont également été « désavantagés par les règles électorales et par l'utilisation abusive de l'appareil administratif par le gouvernement ».

Participation des femmes et des minorités : les élections législatives de 2008 ont octroyé deux sièges supplémentaires à des femmes, ce qui a porté à neuf le nombre de sièges occupés par des femmes sur les 65 que compte l'Assemblée nationale. Une femme siégeait au gouvernement composé de 21 membres, et la Cour suprême comptait une femme pour présidente (de par la loi, c'est le président de la Cour suprême qui remplace le président de la République en cas de décès ou d'incapacité de celui-ci).

L'Assemblée nationale comprenait des membres de tous les clans, environ 41 % environ d'Issas, 43 % d'Afars et 16 % de représentants de groupes minoritaires moins nombreux. Élus à partir d'une liste unique (les partis de l'opposition n'ont pas participé aux élections législatives de 2008 après que le gouvernement ait refusé d'accepter leurs conditions), les législateurs reflétaient l'intention de la coalition au pouvoir d'assurer un équilibre. Le gouvernement était aussi équilibré ; il comprenait six Afars, dont le Premier ministre et le ministre des Affaires

étrangères. Toutefois, certains Afars ont continué à affirmer qu'ils n'étaient pas aussi bien représentés aux échelons inférieurs de l'État. Trois représentants de clans somalis autres que le clan issa siégeaient au Conseil des ministres, ainsi qu'une personne d'origine yéménite.

Section 4. Corruption des fonctionnaires et transparence du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption dans la fonction publique ; toutefois, le gouvernement n'a pas procédé à une mise en application efficace de ces dispositions, et les fonctionnaires ont souvent pratiqué la corruption avec impunité. Selon les derniers Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption était un problème grave.

Chargées de la lutte contre la corruption, la Chambre des Comptes et de la Discipline budgétaire (CCDB) et l'Inspection générale d'État (IGE) ont réalisé des audits des dépenses publiques dans un effort de promotion de la transparence. La loi prescrit que la CCDB et l'IGE rendent régulièrement des comptes, bien que dans la pratique leurs rapports étaient en retard sur le calendrier annuel. La RTD a continué à diffuser des annonces de service public contre la corruption, qui avaient été élaborées en collaboration avec l'IGE. Ces annonces étaient diffusées deux fois par semaine en quatre langues.

Les fonctionnaires n'étaient pas sujets à des lois de divulgation des renseignements financiers.

Bien qu'aucune loi ne prévoit que le public puisse accéder aux informations détenues par l'État, les textes législatifs ont été mis à la disposition du public par la publication en ligne du Journal Officiel et les Djiboutiens ont pu déposer des demandes d'information ou de médiation auprès du bureau du Médiateur.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Quelques groupes nationaux de défense des droits de l'homme, qui s'intéressaient à des questions jugées peu sensibles par les autorités, ont pu dans l'ensemble travailler sans restriction de la part des pouvoirs publics : ils ont mené des enquêtes limitées et parfois publié des conclusions sur un certain nombre de cas de violations de droits de l'homme. Des responsables des pouvoirs publics se sont parfois montrés réceptifs à leurs opinions. Ceux-ci ont coopéré régulièrement avec

les organisations non gouvernementales (ONG) locales pour offrir au public des activités de formation et d'éducation aux questions de droits de l'homme, particulièrement sur les droits des femmes. Toutefois, de nombreuses ONG nationales étaient dirigées par des personnes qui étaient également des responsables importants au gouvernement.

Le 9 février, Jean-Paul Noël Abdi, le président de la LDDH, a été arrêté sans mandat, avec cinq journalistes de l'opposition, et accusé de complot (cf. section 2.a.). Le 21 février, M. Noël Abdi a bénéficié d'une liberté conditionnelle, qui a été levée le 22 mars. Les accusations à son encontre des années précédentes sont restées en suspens, notamment celle résultant de son arrestation en février 2010 et celles ayant trait à son arrestation en 2009 pour distribution de documents « insultant les autorités judiciaires ».

ONU et autres organismes internationaux : les pouvoirs publics autorisent régulièrement les visites d'ONG internationales, y compris celles qui se consacrent aux droits de l'homme, et reçoivent régulièrement des visites d'organismes du système de l'ONU.

Le CICR avait un petit bureau où travaillait du personnel local. Des représentants régionaux du CICR en poste à Nairobi se sont rendus dans le pays tous les trimestres et ils ont été autorisés à procéder à des visites conformément aux normes opérationnelles.

Instances gouvernementales des droits de l'homme : la Commission des Droits de l'Homme du gouvernement comprenait des experts techniques ainsi que des représentants de la société civile et des syndicats, des groupes religieux, du secteur judiciaire, du bureau du médiateur et de l'Assemblée nationale. Elle s'est réunie régulièrement et a parfois émis des avis sur des affaires relevant de sa compétence. Les médias étatiques ont couvert de façon extensive les activités de la commission pendant toute l'année. Cette dernière a réussi à faire ajouter des sujets relatifs aux droits de l'homme au cursus de formation de la police et de la gendarmerie.

Le Médiateur national, également membre du parlement, était chargé de la médiation entre le gouvernement et les citoyens, entre autres responsabilités. Les comptes rendus écrits de ses activités étaient peu nombreux et l'on ignore les mesures qu'il a prises pendant l'année pour promouvoir les droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, violences sociétales et traite des personnes

La Constitution et la loi interdisent la discrimination sur la base de la race, du sexe ou de la langue. Toutefois, les autorités n'ont pas veillé efficacement à l'application de la loi. La Constitution n'aborde pas directement la discrimination sur la base du handicap ni du statut social. Pendant l'année, l'État a pris des mesures visant à accroître la protection des femmes, en organisant notamment des campagnes contre les mutilations génitales féminines (MGF), mais la discrimination sociétale persistait contre les femmes et les minorités ethniques.

Femmes

Viols et violence familiale : la loi prévoit des peines de prison allant jusqu'à 20 ans pour les violeurs, mais elle n'aborde pas le viol conjugal. Les autorités n'ont pas veillé efficacement à l'application de la loi. Les affaires de viol, souvent non signalées à la police, sont réglées habituellement de façon informelle entre la famille de la victime et de l'auteur. Il n'existe pas de statistiques fiables relatives à la prévalence du viol.

La violence familiale à l'égard des femmes est courante, mais peu de cas ont été signalés. Si la loi n'interdit pas spécifiquement la violence familiale, elle interdit « les actes de torture et de barbarie » entre époux et définit des sanctions allant jusqu'à 20 ans de prison pour les coupables. Plutôt que de porter leurs différends au tribunal, les familles et les clans résolvaient entre eux les affaires de violences faites aux femmes. La police est rarement intervenue dans des incidents de violence familiale et les médias n'ont signalé que les exemples les plus extrêmes, ayant généralement entraîné la mort de la victime.

L'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes tenait un centre qui dispensait des services, notamment d'accompagnement, aux victimes de violence familiale. Sur les 362 femmes ayant reçu une assistance pendant l'année, 26 % ont signalé de la violence physique, 28 % des sévices psychologiques et plus de 50 % ont demandé une assistance pour obtenir une pension alimentaire ou une aide financière pour leurs enfants. En 2010, le centre d'accompagnement a ouvert un nouveau poste au camp de réfugiés Ali Addeh.

Mutilations génitales féminines (MGF) : (cf. section 6., enfants).

Harcèlement sexuel : la loi n'interdit pas le harcèlement sexuel. Aucune statistique n'est disponible, mais selon des informations empiriques, le harcèlement est généralisé bien que rarement signalé.

Droits reproductifs : les pouvoirs publics ont reconnu le droit des citoyens de décider librement et de façon responsable du nombre, de l'espace et de l'opportunité des naissances. Les dispensaires relevant du ministère de la Santé pouvaient librement diffuser des informations concernant le planning familial. Aucune restriction n'était imposée concernant le droit d'accès à la contraception et, selon les estimations du gouvernement en 2009, environ 33 % des femmes avaient accès à la contraception. Le gouvernement fournit des services de maternité et le nombre d'accouchements dans les hôpitaux ou les dispensaires a augmenté. Selon un rapport de 2009 du ministère de la Santé, 78 % de la population avait accès aux soins prénataux, 15 % aux soins obstétriques et 36 % aux soins postnatals. Selon l'estimation du Fonds des Nations Unies pour la population, le taux de mortalité maternelle en 2008 était de 300 pour 100.000 naissances vivantes.

Discrimination : la Constitution prévoit l'égalité de traitement de tous les citoyens, sans distinction de sexe, mais la coutume et les traditions sociales de discrimination, notamment dans l'éducation, relèguent les femmes à des rôles secondaires dans la vie publique et leur offrent des possibilités d'emplois réduites dans le secteur formel. Les femmes ne jouissent pas légalement des mêmes droits que les hommes. Conformément à la charia, les hommes héritent d'une part du patrimoine supérieure à celle des femmes. De nombreuses femmes possèdent de petites entreprises qu'elles gèrent, bien que ce soit principalement dans le secteur informel, où elles ne bénéficient pas des mêmes avantages que dans le secteur formel, ni d'un accès égal au crédit. Le gouvernement a continué à encourager le leadership des femmes dans le secteur des petites entreprises, y compris par un accès élargi au microcrédit.

Un décret présidentiel de 2008 exige que les femmes soient représentées à raison de 20 % au moins à tous les postes de la fonction publique, et le gouvernement a appliqué cette loi dans la pratique. Le ministre de la Promotion des Femmes, du Bien-Être familial et des Affaires sociales était chargé de promouvoir les droits des femmes.

Enfants

Enregistrement des naissances : la citoyenneté provient de celle des parents. Les pouvoirs publics ont continué à encourager la déclaration immédiate des naissances, et la plupart d'entre elles ont été rapidement enregistrées à Djibouti-ville. Toutefois, les naissances dans les zones rurales étaient souvent déclarées tardivement ou pas du tout. La redevance d'enregistrement d'une naissance s'élevant à 2.000 francs djiboutiens (11 dollars) ceci dissuadait certains parents d'enregistrer la naissance de leurs enfants. L'absence de déclaration des naissances n'entraînait pas l'impossibilité d'accéder aux services publics mais elle empêchait les adultes de voter.

Éducation : l'instruction primaire était obligatoire. Si l'enseignement primaire et de premier cycle du secondaire était gratuit, d'autres dépenses étaient susceptibles d'être beaucoup trop élevées pour des familles indigentes. Bien que le système éducatif ne pratique pas la discrimination à l'égard des filles, les taux de scolarisation des filles était inférieure à ceux des garçons en raison des attitudes ancrées dans la société.

Maltraitance des enfants : la maltraitance des enfants existe mais n'est pas fréquemment signalée et fait rarement l'objet de poursuites judiciaires.

Pratique traditionnelles préjudiciables : selon des estimations antérieures, 93 % de la population féminine du pays ont subi des mutilations génitales féminines (MGF). Toutefois, un rapport de 2010 du ministère de la Santé et du Fonds des Nations Unies pour la Population indiquait que 51 % des filles de huit ans, 54 % des filles de sept ans et 60 % des filles de six ans n'avaient pas subi d'opération, ce qui représente une baisse sensible. L'infibulation, qui est la forme la plus extrême de mutilation génitale féminine, continue d'être largement pratiquée, particulièrement dans les zones rurales. Conformément à la loi, la MGF est passible de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million de francs djiboutiens (5.550 dollars) et les ONG sont autorisées à porter plainte au nom des victimes ; toutefois, le gouvernement n'a inculpé personne aux termes de cette loi. Elle prévoit des peines allant jusqu'à un an de prison et une amende pouvant atteindre 100.000 francs djiboutiens (565 dollars) pour toute personne ne dénonçant pas des mutilations génitales féminines, effectuées ou prévues, aux autorités compétentes.

Pendant l'année, les pouvoirs publics ont poursuivi leurs efforts pour mettre un terme aux MGF en menant, et de façon constante, une grande campagne d'information, avec l'appui continu de la Première dame et d'autres personnalités

femmes, ainsi que par le biais d'interventions de proximité auprès des chefs religieux musulmans. Les médias ont assuré une couverture fréquente et significative des manifestations organisées dans le but d'éduquer le public sur les conséquences néfastes de la mutilation génitale féminine. Selon des ministères du gouvernement et des ONG, les initiatives de sensibilisation des femmes menées par l'Union des Femmes Djiboutiennes et par d'autres groupes au sujet de cette pratique ont eu quelques répercussions dans la capitale où l'incidence des mutilations génitales féminines aurait baissé dans la capitale.

Mariage des enfants : le mariage d'enfants est parfois pratiqué en zone rurale où il est considéré comme une pratique traditionnelle plutôt qu'un problème. Le ministère de la Promotion des femmes, du Bien-Être familial et des Affaires sociales a travaillé avec des organisations de femmes dans l'ensemble du pays, pour protéger les droits des filles, notamment celui de décider quand se marier et avec qui.

Exploitation sexuelle des enfants : la loi prévoit trois ans de prison et une amende d'un million de francs djiboutiens (5.650 dollars) en cas d'exploitation des enfants à des fins commerciales. Elle n'interdit pas spécifiquement le détournement de mineur et il n'existe pas d'âge minimum légal de consentement. La vente, fabrication ou distribution de tout matériel pornographique, y compris infantile, sont interdites conformément aux lois prohibant l'atteinte aux « bonnes mœurs », les infractions étant passibles d'un an de prison et d'une amende pouvant atteindre 200.000 francs djiboutiens (1.130 dollars).

Malgré les efforts de l'État pour protéger les enfants en danger, notamment en demandant aux propriétaires de bars et de boîtes de nuit d'empêcher les enfants d'y entrer, il été fait état, de façon crédible, de cas de prostitution de mineurs sur la voie publique et dans les maisons de passe. Des enfants étaient soumis à l'exploitation sexuelle commerciale après leur arrivée à Djibouti-ville ou sur la route commerciale empruntée par les camions reliant l'Éthiopie à Djibouti. La prostitution infantile est parfois facilitée par des tiers, le plus souvent par un enfant ou un groupe d'enfants plus âgés. Sur les 2.430 personnes prostituées appréhendées par la police en 2009, 408 étaient âgées de 10 à 18 ans.

Enlèvements internationaux d'enfants : le pays n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

Il n'y a pas de communauté juive installée dans le pays et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Voir le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État à l'adresse www.state.gov/j/tip.

Personnes handicapées

La Constitution n'interdit pas la discrimination à l'égard des personnes handicapées, bien que le Code du travail interdise la discrimination à l'embauche de ces personnes. Les personnes handicapées avaient accès à l'éducation et aux services publics de santé. Les pouvoirs publics n'exigent pas que les bâtiments ou services publics soient aménagés pour être accessibles aux personnes handicapées et ces bâtiments étaient donc souvent inaccessibles. Il existe une discrimination sociale à l'encontre des handicapés. Aucun ministère du gouvernement n'était spécifiquement chargé de protéger les droits de ces personnes. Les ONG ont continué à organiser des séminaires et d'autres événements qui ont attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les lois qui assurent une protection et des conditions de travail meilleures aux personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La coalition au pouvoir comprenait tous les grands clans et groupes ethniques du pays, des représentants des groupes minoritaires occupant également des fonctions importantes. Néanmoins, la discrimination sur la base de l'appartenance ethnique persiste en termes d'embauche et de promotion professionnelle. Groupe ethnique majoritaire, les Issas somaliens contrôlaient le parti au pouvoir et dominaient la fonction publique et les services de sécurité, tandis que les Afars étaient marginalisés. La discrimination fondée sur l'appartenance à une ethnie ou à un clan demeurait un facteur important dans les relations commerciales et en politique.

Abus, violence ou discrimination de la société fondés sur l'orientation et l'identité sexuelles.

La loi pénalise tout comportement sexuel consensuel entre personnes du même sexe ; toutefois, les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure aux termes de la loi

contre des individus, et aucun incident de violence ou de discrimination sociétales sur la base de l'identité ou de l'orientation sexuelles n'a été signalé. Les normes sociétales ne permettent pas de discuter publiquement de l'homosexualité, et de façon générale, personne ne reconnaissait ouvertement son homosexualité. Il n'existe aucune organisation connue de défense des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels ou des transsexuels.

Autre violence ou discrimination sociétale

Aucune violence ni discrimination sociétale contre les personnes vivant avec le VIH/sida n'a été signalée.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et de mener des négociations collectives

La Constitution et la loi prévoient le droit de créer des syndicats et de se syndiquer, avec une autorisation préalable. Mais les autorités ont imposé des limites à ce droit dans la pratique. La loi prévoit le droit de grève à condition de fournir un préavis. Le président possède de vastes pouvoirs légaux qui lui permettent de réquisitionner les fonctionnaires qu'il juge indispensables au fonctionnement de services publics essentiels. Le Code du travail autorise la négociation collective et fixe les conditions minimum de respect des conventions collectives. La loi interdit la discrimination contre les syndicats et exige la réintégration des employés licenciés pour activités syndicales par les employeurs jugés coupables de discrimination.

La plupart des habitants des zones rurales travaillaient dans l'agriculture de subsistance et il n'existait pas de syndicats d'agriculteurs. Les deux syndicats civils, indépendants des autorités gouvernementales, avaient chacun un homologue nommé par les pouvoirs publics, que les leaders syndicaux surnomment des « syndicats fantômes ». Certains dirigeants syndicaux accusaient l'État de réprimer les syndicats représentatifs indépendants en décourageant tacitement les réunions syndicales et en encourageant les « syndicats fantômes » parrainés par les autorités. Le gouvernement ne reconnaissant pas les syndicats civils, indépendants des autorités gouvernementales, seuls les adhérents des syndicats approuvés par l'État participaient aux réunions syndicales internationales et régionales avec l'imprimatur du gouvernement. L'Union djiboutienne des travailleurs (UDT) a poursuivi ses activités en tant que syndicat civil sans être reconnu par l'État. Tous

les travailleurs, citoyens et non citoyens détenteurs d'un permis de travail étaient protégés aux termes des dispositions légales à cet égard.

En 2010, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a fait part de ses inquiétudes sur plusieurs points de divergence entre la Convention n° 87 de l'OIT et la législation du travail dans le pays, qui (a) prévoit la suspension plus au moins automatique du contrat de travail lorsqu'un employé exerce une fonction syndicale ; (b) dans une formulation excessivement vague, interdit l'accès à tout syndicat en cas de quelconque condamnation (préjudiciable ou non à l'intégrité exigée pour exercer des fonctions syndicales) ; (c) requiert une procédure d'adhésion au syndicat longue et compliquée ; (d) exige que les organisations obtiennent une autorisation préalable à leur constitution en syndicats ; et (e) confère au président de larges pouvoirs pour réquisitionner des fonctionnaires considérés indispensables à la vie de la nation et au bon fonctionnement des services publics essentiels. Selon les recommandations de l'OIT, lorsque la représentativité d'une organisation de travailleurs n'est pas encore établie, aucune représentation issue des syndicats ne saurait être empêchée de prendre part aux travaux tripartites du Conseil National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Un rapport de l'OIT de 2010 remarquait des différences significatives entre la législation nationale du travail et la convention de l'OIT pertinente, notamment au sujet des restrictions concernant l'emploi de responsables syndicaux, une procédure longue et complexe d'adhésion et une autorité présidentielle excessive concernant la réquisition des fonctionnaires.

Le gouvernement n'a ni appliqué, ni respecté la loi sur la discrimination antisyndicale.

Dans la pratique, les travailleurs ont exercé le droit de grève et, parfois, ils sont passés outre l'obligation de déposer un préavis de grève. Toutefois, selon la Confédération syndicale internationale (CSI), les autorités auraient réprimé brutalement des grèves. Toujours selon la CSI, des dirigeants et des membres de syndicats auraient été victimes d'un harcèlement constant des autorités. Le gouvernement a accusé des militants syndicaux d'être des ennemis de la nation, et des militants ont été arrêtés, détenus, mutés ou licenciés.

Selon un rapport de l'OIT de 2011 concernant l'année précédente, les forces de sécurité ont arrêté à deux reprises en mars 2010 de nombreux membres de l'UDT

lors d'une manifestation pacifique de protestation contre les arriérés de salaires qui étaient dus aux cheminots, puis elles les ont été relâchés le jour même sans qu'aucune accusation ne soit retenue contre eux.

Au cours de l'année, des négociations collectives ont parfois eu lieu, et des accords ont habituellement été conclus assez rapidement. Fondé en 2008, le Conseil National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle était chargé d'examiner toutes les conventions collectives et de jouer un rôle consultatif dans leur négociation et leur application. Ce conseil comprend des représentants des travailleurs, du patronat et des pouvoirs publics.

En cas de litiges sur les salaires, l'hygiène ou la sécurité, le ministère de l'Emploi a encouragé le règlement direct des problèmes par des représentants des travailleurs choisis par les pouvoirs publics et le patronat. Les employés et le patronat pouvaient demander une audition administrative officielle auprès de l'Inspection du travail. Toutefois, dans la pratique, l'Inspection ne disposait pas de moyens suffisants pour effectuer des inspections préventives régulières ni pour assurer le suivi de l'application des réglementations pour des cas antérieurement inspectés. Il n'a pas été signalé de cas où des employeurs auraient refusé de négocier avec les syndicats choisis par les travailleurs ou pris des mesures pour éviter d'embaucher des travailleurs ayant des droits de négociation.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Toutefois, un petit nombre de femmes et d'enfants transitant dans le pays en provenance de Somalie ou d'Éthiopie, ainsi que des jeunes filles djiboutiennes indigentes ont été soumis à la servitude domestique ou l'exploitation sexuelle commerciale après leur arrivée à Djibouti-ville ou sur la route commerciale empruntée par les camions reliant l'Éthiopie à Djibouti.

Pour de plus amples informations, voir le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État à l'adresse www.state.gov/j/tip.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

La loi interdit aux enfants âgés de moins de 16 ans d'exercer tout travail ou d'occuper tout emploi.

Les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à l'application de la législation sur le travail des enfants. Le ministère du Travail est chargé de contrôler les lieux de travail pour prévenir le travail des enfants, mais il n'en a effectué aucune pendant l'année. En raison de la pénurie d'inspecteurs du travail et d'autres ressources, telles que des véhicules, l'éventualité que des enquêtes soient menées sur les cas de travail des enfants est limitée. Il n'existait pas de programme public pour faire appliquer les conclusions des inspecteurs.

Le travail des enfants existait dans tout le pays, y compris sous leurs pires formes. Des enfants se livraient à la vente de khat, un stupéfiant léger autorisé par la loi locale. Les entreprises familiales, comme des restaurants et de petits commerces, employaient des enfants à toute heure. Les enfants participaient aussi à tout un éventail d'activités : cirage de chaussures, lavage et gardiennage de voitures, vente d'articles divers, travail d'employés de maison, dans l'agriculture de subsistance et dans l'élevage, ainsi que dans d'autres activités du secteur informel. Des enfants des deux sexes travaillaient comme employés de maison.

Voir également les Résultats concernant les pires formes de travail des enfants du Département du Travail à l'adresse www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm.

d. Conditions de travail acceptables

Le Code du travail de 2006 a supprimé le salaire minimum pour certaines catégories professionnelles et stipule que les salaires doivent être fixés d'un commun accord entre le patronat et les employés. La durée légale du travail hebdomadaire est fixée à 48 heures réparties habituellement sur six jours. Cette limite s'applique à tous les employés, quel que soit leur sexe ou nationalité. La loi exige un repos hebdomadaire de 24 heures consécutives et le paiement des heures supplémentaires. Elle limite le nombre des heures supplémentaires obligatoires à un maximum de cinq par semaine. La loi prévoit des congés payés. Le gouvernement fixe les normes en matière d'hygiène et de sécurité. Aucune législation ni réglementation ne permet en effet aux employés de refuser d'effectuer les travaux dangereux auxquels ils sont affectés sans risquer de perdre leur emploi. Si des réglementations plus souples en matière d'embauche s'appliquent à la zone franche de Djibouti, qui se trouve à proximité du port de la capitale, les autres dispositions du Code du travail s'appliquent à tous les employés, y compris les travailleurs étrangers et ceux qui travaillent dans la zone franche.

Le ministère de l'Emploi est chargé de veiller à l'application des normes d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail, ainsi que des dispositions relatives aux salaires et aux horaires de travail. Des données concernant les inspecteurs n'étaient pas disponibles. Les lois n'étaient pas appliquées efficacement. En raison de la faible disponibilité de ressources, l'imposition des réglementations par les inspecteurs du travail étaient quasi inexistantes. Les employés de tous les secteurs de l'industrie ou autres travaillaient parfois dans des conditions dangereuses. Toutefois, ils protestaient rarement de peur que d'autres, prêts à prendre ces risques, ne viennent les remplacer. Aucun chiffre digne de foi concernant les accidents et décès sur les lieux de travail n'était disponible.